

La lutte des peuples contre



Lorsque Sarkozy saluait Kadhafi à Tripoli, en octobre 2005, lors d'une visite officielle en Libye. Photo AFP

Une nouvelle situation s'ouvre

Le roi Abdallah a interrompu son repos au Maroc pour rentrer en Arabie Saoudite. C'est que la situation est préoccupante pour ce pilier de l'ordre américain. Au Yémen et au Barheïn, sans même parler de ce qui se passe en Egypte, en Libye, en Tunisie et au Maroc, les peuples veulent faire tomber ces régimes pro-impérialistes. Loin d'être une particularité « orientale », les processus révolutionnaires au Moyen-Orient ne font qu'exprimer une question qui est mondiale : celle des peuples qui ne veulent plus vivre sous le talon de fer de l'exploitation et de l'oppression face à des régimes qui ne peuvent plus continuer comme avant. Il ne s'agit pas d'une « révolution arabe », mais d'une mobilisation de peuples qui, malgré la répression et la violence, déstabilise « l'ordre » américain. Dans tous ces pays, on voit les travailleurs, avec leurs organisations syndicales, faire prévaloir leurs exigences et leurs revendications. En novembre 2010, s'est tenue à Alger une conférence mondiale sous l'égide de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et coorganisée par le PT et l'UGTA, qui a adopté une déclaration, dans laquelle on peut lire : « *Partout se dresse la résistance des peuples, de la jeunesse et des travailleurs qui cherchent à se ressaisir de leurs organisations pour lutter, résister, reconquérir (...). Nous reprenons à notre compte le mot d'ordre lancé le 4 janvier 1991 à Barcelone : "Gouvernements fauteurs de guerre et de misère, craignez la révolte des peuples ! A bas la guerre ! A bas l'exploitation !"* »

Lucien Gauthier

Libye L'ami "respectable" des Américains et de l'Union européenne

Depuis une dizaine d'années, le régime de Kadhafi fait un retour spectaculaire dans le giron de l'impérialisme américain et de l'Union européenne. Dans quel but ? Pour privatiser l'économie et encaisser le pactole des exportations pétrolières (15 à 20 milliards de dollars par an), il lui fallait rouvrir le pays aux investisseurs étrangers et, pour cela, obtenir son retrait de la liste rouge américaine des pays qui soutiennent les terroristes. Aujourd'hui, servies par un régime de dictature personnelle et clanique qui s'appuie sur une coalition militaro-tribale, les compagnies américaines et européennes ont réinvesti les champs pétrolifères libyens à une vitesse spectaculaire.

Après les attentats du 11 septembre, le régime de Kadhafi collabore avec la coalition américaine en échange de son retrait de la liste américaine des pays qui soutiennent les terroristes.

En juin 2003, Kadhafi annonce sa volonté de privatiser les entreprises qu'il avait lui-même nationalisées en 1969, notamment celles qui gèrent le pétrole. Suite aux négociations secrètes avec Washington et Londres, Kadhafi annonce qu'il renonce à son programme d'armes de destruction massive. Les relations diplomatiques rompues depuis vingt-quatre ans sont rétablies avec les Etats-Unis. Officiels et parlementaires américains se succèdent en Libye. Plusieurs sociétés américaines remportent des contrats de prospection et de production d'hydrocarbures en Libye. Les dirigeants européens, qui ont aussi levé les sanctions à l'encontre de la Libye, font tous le voyage de Tripoli : Schröder, Berlusconi, Blair... Après la visite de ce dernier, Royal Dutch-Shell annonce la signature d'un contrat pour la prospection de gaz naturel au large des côtes libyennes.

En 2004, pour raffermir sa « respectabilité », le régime Kadhafi signe des accords avec les Etats-Unis, la France et l'Allemagne pour dédommager les victimes des attentats (du DC-10 d'UTA en 1989, de la discothèque berlinoise « La Belle » en 1986, de Lockerbie en Ecosse en 1988). Kadhafi se prononce pour la création d'un Targuistan (targui : touareg) rassemblant toutes les populations touaregs dans un seul cadre, c'est-à-dire en explosant tous les pays de la région Sahara et Sahel, dont l'Algérie. Il s'agit là de la contribution à l'initiative américaine d'un « Grand Moyen-Orient » visant à dépecer tous les Etats de la région.

En 2006, Washington retire la Libye de la liste des Etats soutenant le terrorisme. Les deux Etats échangent des ambassadeurs.

En 2007, l'amitié se resserre. Moutassem Billah Kadhafi, un des fils de Kadhafi, élevé au rang de colonel par Hosni Moubarak en personne, est nommé à la tête du Conseil de sécurité nationale. L'une de ses attributions est la lutte antiterroriste. Un cabinet de lobbying américain, Monitor Group, est chargé de la mise en place du Conseil de sécurité nationale.

En janvier 2008, le ministre des Affaires étrangères de Kadhafi signe à Washington, au siège du Département d'Etat, un accord de coopération scientifique et technologique qui doit permettre l'arrivée de grands groupes américains, outre les géants pétroliers, sur le marché libyen.

Dans la foulée, plusieurs pays européens comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie et la France ont renoué des liens officiels avec Tripoli, en profitant généralement pour signer de juteux contrats commerciaux. Cette même année, la Libye achète des gilets pare-balles à l'Etat d'Israël.

En janvier 2008, la Libye est élue à l'un des sièges non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. Pour son premier mois, elle en assumera même la présidence tournante. Elle occupera le siège en 2008 et 2009. Sarkozy reçoit Kadhafi à Paris, cinq mois après la libération des infirmières bulgares détenues en Libye. Il déclare qu'il faut « *encourager la marche de la Libye vers la respectabilité* ».

En avril 2009, Moutassem Kadhafi, le fils de Kadhafi, chef du Conseil de sécurité nationale, est reçu par Hillary Clinton, secrétaire d'Etat, puis par le conseiller à la Sécurité nationale de Barack Obama.

Le 15 avril 2010, dans un discours prononcé près de Syrte, sa ville natale, en mémoire des bombardements américains sur Tripoli et Benghazi en 1986, Kadhafi appelle à soutenir la politique d'Obama. ■

La situation en Libye

Au moment où nous écrivons, le régime Kadhafi s'est lancé dans une violence sans commune mesure contre la population : snipers, mercenaires, tirs d'obus sur les foules, bombardements par avion. En même temps, la crise du régime s'est ouverte, des généraux se sont démarqués, des chefs de tribu appellent au départ du « Guide suprême », de nombreuses villes ne sont plus sous contrôle du régime. Kadhafi va-t-il tomber ? Dans un premier temps, les Etats-Unis et l'Union européenne l'ont appelé à plus de « retenue ».

Comme si moins de cinq cents morts peut être acceptable. Maintenant, les Etats-Unis cherchent la solution pour préserver le régime, de la même manière qu'il l'ont fait en Egypte. La presse parle de la manne pétrolière pour justifier le silence des grandes puissances pendant des années. Ce n'est pas seulement cela. Kadhafi, depuis 2001 (11 septembre) et la guerre d'Irak en 2003, s'est totalement subordonné à l'administration américaine, dont il est devenu l'un des piliers.

les régimes en place

Egypte Malgré l'appel de l'appareil militaire, les grèves se développent

Samy Hayon

La veille du jour où Moubarak démissionnait, le quotidien officiel *Al Ahram* titrait : « *Les travailleurs égyptiens rejoignent la révolution.* » Depuis trois jours, des dizaines de milliers d'ouvriers et d'ouvrières s'étaient mis en grève dans l'industrie pétrolière, les arsenaux, l'autorité du canal de Suez, les transports, le textile, le ciment, la métallurgie, les hôpitaux, les universités, les télécommunications, etc. Ils demandaient des augmentations de salaires, un salaire minimum à 1 200 livres égyptiennes (150 euros), la fin des disparités salariales et de meilleures conditions de travail.

A peine au pouvoir, les généraux décidaient, le 12 février, d'interdire les activités syndicales et appelaient à la reprise du travail.

En dépit des mises en garde de l'armée, mercredi 16 février, des grèves et des sit-in touchaient de très nombreux secteurs. Des centaines d'employés de l'aéroport du Caire ont manifesté à l'intérieur du terminal pour de meilleurs salaires et une couverture santé. A Ismaïlia, sur le canal de Suez, des employés des services publics de l'irrigation, l'éducation et la santé ont manifesté devant le gouvernorat pour de meilleurs salaires.

Dans les banques, les grèves furent si massives que la Banque centrale d'Égypte a décidé unilatéralement de fermer toutes les banques du pays pendant une semaine. Dimanche 20 fé-

vrier, elles ont rouvert, mais les employés ont fait savoir qu'ils maintenaient leurs revendications, parmi lesquelles la fin du népotisme et de la corruption. A ce jour, les salariés de la banque Misr, rejetant la proposition de la Banque centrale pour qu'ils soient représentés par leurs directeurs, ont désigné leurs propres délégués pour négocier. Les salariés de la Banque nationale d'Égypte sont en train d'en faire autant.

Dans l'usine minière Abu Hamda, 200 travailleurs en grève contre les bas salaires, l'augmentation du nombre d'heures travaillées et les conditions déplorables de travail ont bloqué la route qui relie Le Caire à Alexandrie. L'armée est intervenue pour les en déloger et leur a demandé de désigner un délégué pour présenter leurs revendications auprès de la direction.

Le 21 février, 70 employés de la chaîne de grands magasins Omar Effendi ont manifesté devant le siège, dans le centre du Caire.

Dans de nombreuses administrations et universités, les personnels demandent la démission de responsables coupables de corruption. A Mahalla al-Kubra, ville du delta du Nil, 15 000 ouvriers et ouvrières de l'usine de tissage et filature Misr, qui emploie 24 000 salariés, la plus grande d'Égypte, ont repris leur grève, le 16 février, après trois jours de congé. Ils revendiquaient une hausse des salaires et une enquête sur des faits de corruption pré-

sumés au sein de l'établissement. Ils ont mis fin à leur grève le 20 février, après avoir obtenu 25 % d'augmentation des salaires et la démission du directeur impliqué dans des actes de corruption. ■

DOCUMENT

Déclaration des travailleurs grévistes de l'usine de tissage et filature Misr à Mehalla al-Kubra

« Nous, 24 000 travailleurs grévistes de l'usine de tissage et filature Misr à Mehalla al-Kubra, déclarons ce 16 février 2011 que nous refusons l'obligation qui nous est faite d'être membres de la Fédération syndicale égyptienne gouvernementale. D'où notre demande que la direction de l'usine arrête le prélèvement sur nos salaires des cotisations qui sont versées au syndicat général des travailleurs du textile et de la filature, membre de la FSE. Nous, travailleurs de l'usine de tissage et filature, décidons par la présente de rejoindre la nouvelle Fédération des syndicats indépendants qui s'est constituée le 30 janvier 2011. »

L'armée, colonne vertébrale du régime

En démissionnant, le 11 février dernier, Moubarak a pris soin de confier le pouvoir au Conseil suprême des forces armées. L'illusion est savamment entretenue sur « l'unité de l'armée et du peuple ». L'armée peut-elle se ranger aux côtés du peuple ?

L'armée égyptienne est la colonne vertébrale du régime. Moubarak en faisait lui-même partie et, la veille de sa démission, le 10 février, quand il refusait encore de partir, elle se rangeait à ses côtés.

Le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, qui préside le Haut Comité militaire issu du Conseil suprême et qui gouverne, a été le ministre de la Défense de Moubarak pendant vingt ans. Il a participé comme chef d'état-major à la première guerre du Golfe aux côtés de la coalition. En décembre 2008-janvier 2009, il a autorisé, avec Moubarak, les bombardiers israéliens à survoler l'espace aérien égyptien et fermé le passage entre Gaza et Rafah quand l'Etat d'Israël a bombardé la population vivant dans la bande de Gaza.

Dès le 12 février, répondant à l'exigence exprimée par l'administration Obama quelques heures plus tôt, le Conseil suprême des forces

armées annonçait qu'il respecterait tous les traités régionaux et internationaux, c'est-à-dire, en particulier, l'accord de 1979 avec l'Etat d'Israël.

Les Etats-Unis octroient à l'armée égyptienne 1,3 milliard de dollars par an depuis la signature des accords de paix avec Israël en 1979 (70 milliards au cours des 60 dernières années), avec l'aval du Congrès américain. Cette aide militaire sert à payer les tanks Abrams conçus aux Etats-Unis et montés dans les faubourgs du Caire sous contrat avec General Dynamics. Boeing vend à l'Égypte les hélicoptères CH-17 Chinook, Lockheed Martin vend ses F-16 et Sikorsky Aircraft, des hélicoptères Black Hawk. Les dernières années ont rapporté à Lockheed Martin 3,8 milliards de dollars ; General Dynamics, 2,5 milliards ; Boeing, 1,7 milliard.

Des rapports très étroits existent entre les plus hautes autorités militaires égyptiennes et amé-

ricaines. Quand le soulèvement populaire a commencé, le chef d'état-major de l'armée égyptienne, Sami Enan, était aux Etats-Unis. Il a interrompu sa visite pour rentrer précipitamment au Caire. Mohamed Hussein Tantaoui a gardé le contact régulier avec le secrétaire à la Défense américaine, Robert Gates. Ils se sont téléphonés quotidiennement.

La jeunesse et les travailleurs égyptiens savent que ces milliards d'aide américaine ont permis de maintenir la dictature du régime qui les opprime et qui sème la misère. Place Tahrir, la foule lançait : « *Hosni Moubarak, Omar Souleimane, vous êtes tous deux des agents américains !* » Colonne vertébrale du régime, la caste militaire égyptienne jouit de privilèges exorbitants. Elle a droit à des logements, des voitures, des clubs, des formations, des vacances luxueuses... et détient une part très importante de l'économie du pays. ■ S. H.

Au Bahreïn et au Yémen, la mobilisation ne faiblit pas malgré la répression

Au Bahreïn, la mobilisation populaire déstabilise l'ensemble des pétromonarchies du Golfe. La détermination de la population, malgré la répression, la mobilisation des travailleurs (qui a contraint le syndicat officiel à déclarer son soutien aux revendications) menacent le régime. Face aux affirmations de la presse présentant ces mouvements comme une révolte des chiïtes (majoritaires dans le pays, avec une royauté issue de la minorité sunnite), les masses scandent : « *Chiïtes, sunnites, unis contre le régime.* » Les partis d'opposition, qui cherchent à encadrer le mouvement, tentent de le détourner

vers l'exigence d'une « monarchie constitutionnelle ». Mais même cette revendication est impossible à satisfaire sans liquider tout le régime et constitue une menace pour les pays voisins, comme l'Arabie Saoudite, où la clique régnante prétend représenter la parole de Dieu sur terre. Ajoutons qu'au sud du Bahreïn, il y a une base militaire navale américaine.

Au Yémen, depuis plusieurs jours, les manifestations s'élargissent dans les villes du Sud. La répression a fait plusieurs morts. Les manifestants se sont installés sur la place centrale de Sanaa et l'ont rebaptisée « place Tahrir

(« Libération »), en référence à l'Égypte. L'opposition parlementaire a décidé de rejoindre le mouvement dimanche. Mais, surtout, depuis quarante-huit heures, les populations du Nord (peuplé de chiïtes, alors que le Sud est sunnite) se sont à leur tour engagées dans le mouvement avec celles du Sud. Il faut noter que le fils du président Saleh est le chef des milices antiterroristes qui pourchassent Al-Qaïda. Les Etats-Unis considèrent le Yémen comme la base arrière de cette lutte. Précisons que des « experts » américains encadrent ces milices.

ÉDITORIAL

Alternative ?

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

La scène se passe le 10 février lors de la manifestation des avocats et des magistrats à Paris. Le dirigeant du Parti socialiste Arnaud Montebourg leur rend visite.

Une avocate dans la manifestation, l'interpelle : « *Vous rendez-vous compte, quand vous voyez ce mouvement, que s'il y avait en France une réelle opposition, il y a longtemps que le président de la République serait parti ? Est-ce que vous vous rendez compte de la volonté politique qui n'est absolument pas relayée par les politiques ?* »

Montebourg : « *Ecoutez, je suis bien content d'être là, mais je veux juste vous dire une chose : l'opposition, ça consiste aussi à faire de la musculature, pour savoir...* »

Avocate : « *Non, à un moment donné on a besoin d'une alternative claire.* »

Montebourg : « *Non mais je vous réponds. Je voudrais juste...* »

Avocate : « *Le président de la République doit quitter la tête de l'Etat. Il doit s'en aller. Il n'y a personne en face qui dise : "On prend le pouvoir". Et nous, on est prêts. Voyez, ici.* »

Montebourg : « *D'accord, ici, je veux juste vous dire qu'il y a un certain nombre de gens qui ont travaillé, qui ont des propositions à faire, qui les défendent, et qui les feront le moment venu.* »

Avocate : « *Ce que je dis, c'est qu'il faut qu'il y ait aujourd'hui une volonté politique claire de prendre en considération le mouvement.* »

Montebourg : « *Mais on est là et on se bagarre.* »

Avocate : « *Non ça ne suffit pas. La question aujourd'hui, c'est l'alternative politique, voyez-vous.* »

Autre avocate : « *C'est ce qu'on attend.* »

Avocate : « *C'est ce qu'on attend. C'est ce qu'attendaient les gens qui manifestaient sur la question de la Sécurité sociale et des retraites. Ce sont les enseignants, monsieur, qui manifestent aujourd'hui. Et dans ce pays, il manque une seule chose : la volonté claire et nette d'une relève politique.* »

Montebourg : « *Vous pensez que la gauche ne veut pas du pouvoir ? C'est ça que vous êtes en train de dire ?* »

Avocate : « *Je me pose la question, monsieur, et je ne suis pas la seule. Nous sommes nombreux.* »

Nombreux en effet, ceux qui se posent la question.

Une alternative politique claire ? Ce serait la possibilité de mettre en œuvre une autre politique. Une politique qui ouvre les classes et les hôpitaux, au lieu de les fermer, qui rétablit les postes dans la fonction publique, qui donne les moyens à la justice de fonctionner. Bref, une politique qui rompt avec le carcan de l'Union européenne, de Maastricht et de la « réduction des déficits publics ». Une politique qui rompt avec les institutions de la Ve République et de l'Union européenne. Ce à quoi Montebourg et les autres dirigeants de la « gauche » se refusent...

Et pourtant, il faudra bien que cette voie s'ouvre pour répondre à l'aspiration du peuple.

Comment ? Dans un sondage publié la semaine dernière (1), à la question posée : « *Souhaitez-vous que les Français aujourd'hui se révoltent ?* », 58 % ont répondu oui.

Oui : il y a comme un vent de révolte qui grandit dans le pays.

La chape de plomb des institutions de l'Union européenne, du Fonds monétaire international et de la Ve République, toutes au service des plans capitalistes de pillage et de destruction, ne pourra pas éternellement contenir la colère du peuple. Un vent de révolte grandit, encouragé par ce qui se passe de l'autre côté de la Méditerranée. Un vent de révolte qui finira par balayer ces institutions de la Ve République et de l'Union européenne qui étouffent la démocratie et prétendent condamner le peuple à la misère et la précarité.

(1) Sondage Harris interactive.

Tunisie : manifestation devant le siège du gouvernement à Tunis : "Dehors le gouvernement !"



Photos pour Informations ouvrières

Reportage de Mohamed Ben Larbi

La place de la Kasbah, place où se trouve le siège du Premier ministre, est le lieu d'un vaste rassemblement, depuis deux jours, de jeunes venus des différentes régions du pays. Nous avons recueilli auprès du comité d'organisation de cette mobilisation les informations qui nous permettent de comprendre qu'elle monte des profondeurs du pays et qu'elle vient de ses différentes régions. « Les autorités ont empêché l'arrivée ici de différents convois, afin que n'affluent pas ici des centaines de milliers de manifestants », nous a dit un des responsables du comité d'organisation. Deux mots d'ordre rythment heure après heure la mobilisation de la Kasbah :

« *Dehors Ghannouchi !* » et « *Assemblée constituante* ». Des jeunes étudiants, des chômeurs, des travailleurs, hommes et femmes, sont rassemblés et déterminés à imposer leurs revendications. Nous avons circulé parmi eux et recueilli leurs propos.

● Mme Khadija Neffati, infirmière à l'hôpital Charles-Nicollé, porte une pancarte sur la quelle est inscrit : « *La révolution = Constituante = nouvelle Constitution* » : La première condition pour que puisse se réunir une Assemblée constituante est le départ de Ghannouchi et la dissolution des deux assemblées. Parce que le Destour actuel est truffé d'articles qui sont en complète opposition avec les intérêts du peuple tunisien. Dans l'immédiat, il

faut que des personnalités propres prennent la responsabilité du gouvernement pour assurer la transition. Autrement, tels qu'on est engagé, il n'y aura pas d'élections démocratiques. Les hommes de Ben Ali sont toujours présents à l'échelle des wilayas, des sous-préfectures, des municipalités. Depuis un mois que le gouvernement Ghannouchi est installé, on ne voit rien que des promesses sans lendemain. Mes filles, diplômées de l'enseignement supérieur, essayent depuis des jours de porter leurs demandes au ministère de l'Éducation, sans résultat. Leurs dossiers ont été pris par quelqu'un derrière les barreaux d'une fenêtre.

● Najla Arous, étudiante, troisième année architecture : Cette mobilisa-

tion devait avoir lieu il y a un mois, à l'installation du gouvernement Ghannouchi. Les garanties qui ont été exigées par les comités de protection de la révolution ne sont pas prises en compte. Le gouvernement refuse la constitution du conseil national de protection de la révolution. Dès le départ, nous ne faisons pas confiance à une ancienne figure de la dictature, mais, pourtant, beaucoup de gens ont dit, que, compte tenu de la situation, on n'avait pas le choix. Aujourd'hui, nous voyons les manœuvres qu'il entreprend pour détourner l'attention des Tunisiens de l'exigence incontournable de son départ. Il n'y a aucune preuve de la corruption de Ghannouchi, mais en tant que Premier ministre de Ben Ali, il en est complice. Certes, il ne faut

pas oublier qu'il est le père des privatisations dans notre pays.

Et d'après toi, qui soutient ce gouvernement ?

C'est en premier lieu le pouvoir américain, européen et principalement français. Sarkozy a réussi à imposer deux ministres au sein de ce gouvernement et qui s'occupent particulièrement de l'économie.

Cette mobilisation va-t-elle se prolonger d'après toi ?

Oui, parce que ce que nous exigeons est très clairement exprimé : le départ de Ghannouchi, la dissolution de l'Assemblée et des élections démocratiques pour une Assemblée constituante.

Entretien

Sami Souilhi, secrétaire général du syndicat des médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes de la santé publique : "Le gouvernement dit de transition est en train de faire des choix décisifs pour l'avenir de la Tunisie"

Il est annoncé depuis deux jours la constitution d'un Conseil national de sauvegarde de la révolution. Quelle est ton appréciation sur la constitution de cet organe ?

Il faut d'abord poser la question de savoir comment il a été fait et comment il a été constitué. Est-ce qu'il représente vraiment les aspirations de la révolution ? Si cet organe veut défendre les acquis de la révolution, il faut d'abord que sa constitution émane de la base de la révolution. Le Conseil national n'a pas été élu. Et tous les comités qui ont fait la révolution n'y sont pas représentés, à savoir les comités locaux, les comités régionaux, les comités de chômeurs, de jeunes. On a parlé, au départ, de la constitution du Conseil national de protection de la révolution sur la base d'un congrès national. Cela n'a pas été le cas. D'ailleurs, il y a dans ce Conseil national des structures comprenant parfois quelques personnes, qui sont présentes à des titres différents et qui signent à des titres différents. Ce sont finalement des pratiques qui ressemblent aux pratiques qu'on a connues avant la révolution.

En plus, demander à en reconnaître la légalité est complètement incohérent et contre-révolutionnaire comme démarche, parce que la seule légalité est celle de la révolution. C'est la légalité de l'action sur le terrain, à l'échelle des localités, des régions, des entreprises, etc.

Au contraire, les membres de ce Conseil national devraient pousser à la créa-

tion de structures qui représentent le mouvement de la révolution, dans les régions, dans les localités, dans les quartiers, dans les entreprises, afin que ce Conseil soit représentatif et qu'il puisse servir ses revendications. (...) Maintenant, nous sommes dans la première étape de la révolution et elle ne se fait pas en un jour ou deux. La jeunesse et la classe ouvrière sont en train d'avancer ensemble pour ouvrir de nouvelles perspectives à la révolution et faire en sorte d'ouvrir la voie à l'instauration d'un système politique qui soit à même de servir leurs intérêts.

Tu posais la question des choix politiques et économiques de ce gouvernement. Justement, on voit depuis quelques semaines défiler à Tunis la plupart des représentants des gouvernements européens et de l'Union européenne, et le Premier ministre vient d'annoncer la tenue, en mars prochain, d'une conférence internationale à Carthage avec les partenaires européens et le FMI. Le Premier ministre a annoncé aussi qu'il poursuivait la même politique économique engagée par Ben Ali, dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union européenne. Quelle analyse fais-tu de cette orientation politique ?

C'est exactement la confirmation de ce que je viens de dire, à savoir la continuité du même système. Ce gouvernement, qui se dit gouvernement de transition, est en train de faire des choix économiques, de prendre des déci-

sions qui engagent l'avenir de notre pays. Par exemple, le ministre de la Santé a parlé de la mise à niveau des secteurs publics de la santé, qui est un chantier qui va bien au-delà de la gestion des affaires courantes qui est le seul domaine de compétence d'un gouvernement de transition. D'ailleurs, pas seulement Ghannouchi, mais également Mohamed Nejjib Chebbi a dit clairement : « *Nous n'allons pas changer de politique.* » Ce qui apparaît comme une banalité, mais qui a un contenu très clair, à savoir qu'ils vont continuer dans la même politique libérale. C'est-à-dire qu'on donne les garanties aux partenaires économiques internationaux quant à la poursuite dans la même voie de la soumission à leurs exigences. Est-ce que c'est l'intérêt de ceux qui ont fait la révolution ? Non. Ils sont simplement en train d'envelopper la révolution et de trahir ceux qui sont morts pour cette révolution.

Quelle est, justement, la position de l'UGTT par rapport à cette orientation ?

Au sein de l'UGTT, il y a longtemps que la commission administrative ne s'est pas réunie. Tu le sais bien, il y a eu la réunion de deux commissions administratives au lendemain de la révolution. La première avait une position claire concernant le gouvernement : elle rejetait toute présence de ministres du RCD au sein du gouvernement de transition. La seconde, convoquée et orchestrée sur l'argument de la sécurité publique menacée, a permis que

le gouvernement Ghannouchi seconde mouture soit accepté. Or ce gouvernement n'a pu assurer ni la sécurité ni la relance économique. Donc, l'orientation initiale de l'UGTT était la seule qui aurait pu permettre d'assurer la sécurité et sauvegarder les acquis de la révolution, et faire les choix qui s'imposent dans les différents secteurs de l'économie, pour faire refluer le chômage et assurer l'emploi. Au contraire, ce gouvernement n'a fait qu'accentuer l'insécurité. Par exemple, nous avons réclamé au lendemain de la révolution que les réservistes de l'armée soient appelés pour assurer la sécurité, mais cela n'a été fait que trois semaines plus tard. Pourquoi ? Parce que ce gouvernement avait intérêt à ce que l'insécurité persiste pour que les gens finissent par accepter qu'on continue dans la même orientation et les mêmes choix politiques.

Est-ce que les conditions peuvent permettre aujourd'hui que la position de la commission administrative de l'UGTT soit réexaminée ?

La première condition pour qu'elle puisse être réexaminée est qu'elle se réunisse. C'est ce qu'on demande depuis un certain temps et qui ne se fait pas. L'UGTT est en train d'entrer dans des accords par simple décision du bureau exécutif, alors que le bureau exécutif ne peut prendre des décisions importantes sans consulter la commission administrative, par exemple, la manière de constituer le Conseil national de sauvegarde de la révolu-

tion. C'est-à-dire, en fait, que le bureau exécutif agit de manière à faire accepter le gouvernement et faire de la révolution juste une transition constitutionnelle qui nous ferait passer d'une Constitution non démocratique à une Constitution un peu modifiée. Toute cette orientation est un choix du bureau exécutif que je considère comme étant très grave. Il faut absolument qu'une commission administrative se réunisse pour tirer tout cela au clair.

Tu as soulevé tout à l'heure la question des comités locaux de protection de la révolution. Toi qui reviens d'un déplacement syndical dans le sud du pays, peux-tu nous dire si le mot d'ordre d'un congrès national des comités de protection de la révolution est en discussion au sein des comités ?

C'est exactement ce que je pense. On ne peut pas mettre en place un conseil national de sauvegarde de la révolution qui serait posé avant que ne se réunisse un congrès national des comités locaux et régionaux de protection de la révolution. Cette démarche est antidémocratique et malsaine. Au contraire, si toutes les forces avaient été investies pour aider et renforcer la constitution et la consolidation des comités locaux et régionaux de protection de la révolution, sur la base d'élections, on serait aujourd'hui en mesure de voir se mettre en place un conseil national représentatif (...).

Propos recueillis par M. L. ■

Algérie : pour des solutions exclusivement nationales

Nous publions ci-dessous de larges extraits de l'éditorial de *Fraternité*, organe du Parti des travailleurs d'Algérie. Sous le titre « "Révolution orange" à Alger ? » Louisa Hanoune, après être revenue sur les processus révolutionnaires en Tunisie et en Egypte, aborde la question de l'Algérie.

Une presse française...

Depuis une semaine, la presse française, très « française » et très « démocratique », ne cesse de marteler sur un clou : l'Algérie doit exploser. Dans notre précédent numéro, nous avons dégagé la signification de la pseudo-manifestation organisée par le RCD sous le sigle d'une coordination prétendant rassembler « l'opposition ». *Le Figaro* avait titré sa « une » sur cette question ; dans son numéro du lundi 14 février, *Libération* accordait cinq pages à cette manifestation et à ses suites. Dans le journal du NPA *Tout est à nous*, l'éditorial soulignait : « *Le seul cadre existant, la coordination (...) a organisé des marches le 12 février (...). De nouvelles manifestations sont prévues le 19 février.* » Pour *Le Figaro*, *Libération* et *Tout est à nous*, le seul cadre est donc la coordination du RCD. La presse écrite et audiovisuelle française a dû reconnaître que la manifestation du 19 février était encore en deçà de la très faible manifestation du 12 février.

Le Journal du dimanche note que la non-participation de jeunes traduit le fait que ceux-ci considèrent que cette initiative « cache des objectifs inavouables ». *Libération* daté du 21 février note, contrairement à ses attentes, que la manifestation du RCD n'a pas réussi à regrouper les jeunes. Et pourtant, le quotidien indique qu'il y a mobilisation des étudiants et également mobilisation des jeunes chômeurs à Annaba, « mais ces derniers refusent pour l'instant de rejoindre le mouvement amorcé par la coordination. Ils ne se reconnaissent pas forcément dans cette alliance. »

Pour sa part, le Parti des travailleurs d'Algérie poursuit son combat pour la défense des droits de la jeunesse et de la population algérienne contre l'impérialisme et tous ses agents subsidiaires.

■ LUCIEN GAUTHIER

Rectificatif

Dans notre précédent article sur la chronologie en Algérie, deux erreurs se sont glissées : c'est en 2001, et non en 2002, qu'il y a eu des mobilisations de masse en Kabylie. Il était indiqué par erreur que le Parti des travailleurs demandait un référendum pour la reconnaissance de Tamazight (langue berbère). Le Parti des travailleurs ne proposait pas de référendum, puisque, comme il l'a expliqué, la reconnaissance de Tamazight est « une chose naturelle » et que le gouvernement devait décider tout de suite sa reconnaissance.



Photo AFP

Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs.

C'est précisé-ment au moment où se joue le sort de l'Egypte, dont la révolution a ébranlé l'ordre impérialiste, que des apprentis sorciers et des aventuriers de tous bords, amis de l'impérialisme, se mettent en mouvement dans notre pays, sous couvert de « changement démocratique ».

La marche du 12 février à Alger, précédée par les délégations du RCD aux ambassades américaine et de France et à l'Union européenne pour leur demander d'exercer des pressions sur « le régime d'Alger », s'apparente à une tentative d'importer une révolution orange, c'est-à-dire, concoctée et financée par les centres impérialistes. A l'opposé des peuples tunisien et égyptien qui ont rejeté les ingérences extérieures, le regroupement qui a appelé à manifester le 12 février à Alger ressemble terriblement au mouvement du 14 mars de Saad Hariri au Liban, piloté par David Welch, le responsable américain qui compte parmi les artisans du NMO (Nouveau Moyen-Orient) américain.

Evidemment, et comme c'est le cas pour tous les mouvements au service de l'impérialisme qui se drapent de « revendications démocratiques » déconnectées des aspirations sociales et surtout à toute référence à la souveraineté nationale, la « Coordination nationale pour le changement démocratique » tente de jouer sur les mécontentements sociaux, réels au demeurant, pour les chevaucher et les détourner au service de l'impérialisme. Ce n'est donc pas surprenant que les décisions du Conseil des ministres, certes insuffisantes, mais comportant des mesures importantes sur le terrain des libertés, de l'emploi et du pouvoir d'achat, soient qualifiées de « manœuvres » par le RCD.

Le FMI contre le peuple algérien

En effet, les solutions nationales contrarient ses projets, sachant que son président n'a pas hésité à supplier le gouvernement américain de rééditer, en Algérie, ce qu'il a fait en Afghanistan pour instaurer la « démocratie » (sic !), mais aussi ce qu'il a réalisé en Irak, jusqu'à l'exécution de Saddam, comparant les autorités algériennes à « clan des Tikritis ».

Et ce n'est pas non plus un hasard que cette agitation coïncide avec la dernière note du FMI (le 5 février) qui appelle à stopper les augmentations salariales dans la fonction publique et toutes les dépenses publiques. Et de préciser que « le climat des investissements pour les opérateurs étrangers » n'est pas attractif, car « le gouvernement a pris, en 2008,

une série de mesures non encourageantes ». Tout le monde l'aura compris, il s'agit des LFC (lois de finances complémentaires — NDLR) 2009 et 2010 et du plan de soutien à la relance économique injectant 250 milliards de dinars d'investissements publics dans l'industrie, l'agriculture, l'amélioration des salaires et pensions et les infrastructures de base. Est-il besoin de rappeler que le RCD a voté contre toutes ces décisions ? D'ailleurs, parmi les « personnalités » qui ont adhéré à la marche, figure Ahmed Benbitour, l'ex-chef du gouvernement, consultant du FMI et de la Banque mondiale !

Alors, considérant l'importance des enjeux qui sont au centre de l'opération du RCD, la décision du gouvernement de maintenir l'interdiction des marches dans la capitale — et qui remonte à juin 2001 —, une décision que les développements dans le pays rendent inexplicable et totalement anachronique, est source de confusion supplémentaire et dessert les intérêts de la nation, car elle l'expose aux pressions extérieures.

Intensifier la campagne de signatures

C'est pourquoi, le comité central du Parti des travailleurs, à l'issue de sa deuxième session tenue les 29 et 30 janvier, réaffirme que « le véritable changement démocratique, qui renoue avec la révolution algérienne, passe par la convocation d'élections libres et démocratiques à une Assemblée nationale souveraine composée de députés contrôlables et révocables. Une vraie Assemblée nationale, émanation du peuple, qui désigne un gouvernement responsable devant elle, rédige une Constitution conformément à la volonté populaire, à la démocratie, aux aspirations des travailleurs, jeunes, fellahine (la paysannerie — NDLR), retraités, consacre la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice et tous les attributs de la souveraineté nationale. Une telle Assemblée, forte de la confiance du peuple,

aura la force d'élaborer une vraie réforme économique, créatrice de vrais emplois et de richesses, garante de l'avenir des générations futures, ce qui implique la rupture franche avec l'Union européenne, l'annulation des concessions à l'OMC, la restauration de la pleine souveraineté économique confirmant et approfondissant les conquêtes enregistrées dans les LFC 2009 et 2010 et les investissements publics. Elle aura la force de prononcer l'expropriation des fortunes mal acquises, jetant les bases d'une véritable lutte contre la corruption et la gabegie, la rationalisation des complexes et EPE (entreprise publiques économiques — NDLR) bradés, à commencer par le complexe d'El Hadjar et l'ENGI, l'abrogation de toutes les lois scélérates décollant du PAS (plan d'ajustement structurel — NDLR), de l'accord avec l'Union européenne et des exigences de l'OMC, réalisant une véritable réforme agraire », et déclare que « la paix restaurée doit ouvrir la voie à l'avènement de la démocratie véritable !

Le comité central appelle à l'intensification de la campagne de signatures autour de la lettre au président de la République pour renforcer la mobilisation dans notre pays, dans le cadre de la souveraineté nationale, pour la satisfaction des revendications sociales des travailleurs, des jeunes, des retraités, des handicapés, notamment l'emploi et le pouvoir d'achat, impliquant une indemnité de chômage à raison de 50 % du SMIG, pour la levée des restrictions sur l'exercice des libertés démocratiques, l'ouverture des médias lourds au débat, pour en finir avec les institutions héritées du système de parti unique et de la tragédie nationale, par la restitution de la parole au peuple, pour qu'il définisse la réforme politique à même d'instaurer la démocratie véritable, lui permettant de choisir ses vrais représentants dans les assemblées élues dans des élections anticipées, libres et démocratiques consacrant une séparation franche entre les affaires et la politique, le respect du mandat.

Pour des comités populaires

Dans cette perspective, le comité central appelle les militants, adhérents et sympathisants, à constituer des comités populaires avec les signataires de la lettre au président de la République, les travailleurs, syndicalistes et jeunes pour, par le libre débat, inscrire leurs revendications, élargir la mobilisation pour leur réalisation par des solutions exclusivement nationales, algériennes. »

10 FÉVRIER 2011 ■

Fraternité, organe du Parti des travailleurs d'Algérie, est disponible en France auprès des militants du POI ou en écrivant au Parti ouvrier indépendant (pour *Fraternité*), 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris. Prix unitaire : 1,50 euro.

